

Cote du document:	<u>EB 2008/95/R.22/Rev.1</u>
int de l'ordre du jour:	<u>11 b) ii)</u>
Date:	<u>17 décembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt au Royaume du Swaziland pour le

Programme de finance rurale et de développement des entreprises

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Louise McDonald

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2497
courriel: l.mcdonald@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du prêt	iv
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6

Appendices

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt au Royaume du Swaziland pour le programme de finance rurale et de développement des entreprises, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du programme

Swaziland

Rural Finance and Enterprise Development Programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Royaume du Swaziland

Programme de finance rurale et de développement des entreprises

Résumé du prêt

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Royaume du Swaziland
Organisme d'exécution:	Ministère des finances et partenaires
Coût total du programme:	9,01 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	4,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 6 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	intermédiaires
Contribution de l'emprunteur:	2,37 millions d'USD
Contribution des bénéficiaire(s):	0,64 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt au Royaume du Swaziland pour le programme de finance rurale et de développement des entreprises

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. La répartition des revenus au Swaziland est très inégale, 76% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire et 43% se trouvant en situation d'extrême pauvreté. Le Swaziland possède le taux de prévalence du VIH/sida le plus élevé du monde (26%) et a enregistré en 2004, pour la première fois, une croissance démographique négative. Le changement climatique influe fortement sur le pays, comme en témoigne la sécheresse de 2007, la pire jamais connue: le pays a dû faire appel à l'aide alimentaire pour répondre aux besoins de la population. Conformément au plan d'action national du Swaziland, il est possible d'améliorer les services et les processus, de donner accès aux ressources (financières et commerciales), de développer les capacités et d'améliorer la gouvernance. Le programme de finance rurale et de développement des entreprises permettra d'améliorer l'efficacité des institutions financières rurales, d'intensifier les activités commerciales pour stimuler l'économie rurale et de faciliter l'accès au crédit et à l'épargne des petits exploitants, des petits transformateurs et des organisations d'agriculteurs ou autres.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde au Royaume du Swaziland un prêt d'un montant de 4,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 6 millions d'USD), à des conditions intermédiaires, pour contribuer au financement du programme de finance rurale et de développement des entreprises. Ce prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation minimale fixée pour le Royaume du Swaziland au titre du SAFP est de 6 millions d'USD au total sur les deux périodes triennales du cycle SAFP (2007-2009 et 2010-2012).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Situé dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire, le Swaziland a été classé comme ne présentant pas de risque de surendettement futur, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Le FIDA a financé trois projets dans le pays, pour un montant total de 22,7 millions de DTS, sous forme de prêts accordés à des conditions intermédiaires.

Flux de fonds

5. Les fonds, déposés sur un compte spécial libellé en dollars des États-Unis, seront versés par l'intermédiaire de la Banque centrale du Swaziland directement sur le compte du service dédié à la microfinance (à créer dans le cadre du programme), sur la base du plan de travail et budget annuel et des prévisions de trésorerie trimestrielles correspondantes. Les fonds seront ensuite transférés sur les comptes des partenaires d'exécution.

Modalités de supervision

6. Le FIDA supervisera directement ce programme. La supervision consistera en deux missions organisées sur le terrain, parallèlement à la supervision du projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu – Phase I (LUSIP) actuellement en cours; elle fera intervenir les principales parties prenantes (le gouvernement, le Conseil national de réponse d'urgence au VIH/sida [NERCHA], la Banque mondiale et les institutions financières).

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Un montant de 0,25 million d'USD au maximum sera mis à disposition sur le compte ouvert pour le prêt, dans le cadre de modalités de financement rétroactif au titre des dépenses admissibles engagées à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration pour financer le travail préparatoire en vue de la mise en œuvre du programme. Il s'agit là d'une dérogation à la section 4 des Conditions générales.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) un comité de pilotage du programme sera constitué; ii) une assistance sera fournie pour mettre en place un comité national de coordination (supervision du développement, du suivi et de l'évaluation à l'échelle nationale); iii) la passation des marchés de fournitures et de services se fera conformément aux procédures nationales et aux directives du FIDA; et iv) une assistance sera fournie pour mettre en œuvre la réforme politique et législative.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Les principaux groupes cibles sont: i) les populations rurales les plus vulnérables et les plus marginalisées – ménages touchés par le VIH/sida, orphelins, ménages dirigés par un enfant et producteurs de subsistance; ii) les ménages pauvres économiquement actifs et prêts à saisir les occasions permettant d'améliorer leurs faibles revenus si un soutien ciblé est fourni; et iii) les ménages qui souhaitent monter une petite entreprise. Les deux premiers groupes privilégieront initialement les microactivités, tandis que le dernier passera de la microentreprise à la petite entreprise, accédant ainsi à une gamme élargie de services financiers ruraux.

Méthode de ciblage

10. La stratégie de ciblage est conforme à la politique du FIDA en matière de ciblage. Elle met à profit les approches mises à l'essai par le LUSIP – notamment ses bons résultats en matière de mise au point du plan de développement des chefferies appliqué dans le cadre de systèmes traditionnels. Ces approches seront utilisées au cours de la phase pilote et au cours de la première phase. Elles seront révisées à la suite d'un examen par les parties prenantes avant le lancement à l'échelle nationale.

Participation

11. Pour renforcer la participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, le projet adoptera deux approches au niveau local: établissement de liens bancaires (entre institutions financières formelles et informelles); et établissement de partenariats avec les équipes du NERCHA (fournissant ainsi également un soutien social), qui seront centrés sur l'accès aux services financiers.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le programme a pour objectif général de réduire la pauvreté, d'accroître les revenus et de contribuer au développement économique des ménages ruraux pauvres du Swaziland. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) permettre aux ruraux pauvres, hommes et femmes, d'accéder à des services financiers efficaces, efficaces

et durables; ii) instaurer un environnement plus favorable au développement des entreprises en milieu rural; et iii) créer et/ou développer des micro et petites entreprises (agricoles et extra-agricoles) ainsi que des services aux entreprises dans les zones rurales.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le programme permettra d'améliorer le secteur des entreprises et celui de la finance, en créant un milieu porteur grâce à la réforme des politiques, de la réglementation, de la législation et des processus. Il permettra en outre de renforcer les capacités des secteurs public et privé et celles de la société civile. L'accès aux services aux entreprises et aux services financiers contribuera à stimuler la croissance économique rurale.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, la politique du FIDA en matière de finance rurale et le programme d'options stratégiques par pays axé sur les résultats pour le Swaziland (approuvé en 2006) vont dans les sens des initiatives menées par le pays en faveur de la réduction de la pauvreté rurale dans le cadre de sa stratégie et plan d'action pour la réduction de la pauvreté (SPARP).

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le programme a été aligné sur les priorités énoncées dans la SPARP. En particulier, il vise à stimuler le développement économique rural (activité des micro et petites entreprises) par la prestation de services financiers destinés aux activités agricoles et extra-agricoles dans les zones rurales.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Pour garantir que le présent programme cadre avec les projets et programmes en cours, des représentants du gouvernement, les partenaires du développement, des ONG et le secteur privé ont contribué à sa conception dans le contexte de l'équipe de gestion du programme de pays.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comporte trois composantes: i) développement des capacités entrepreneuriales dans l'économie rurale; ii) approfondissement du secteur de la finance rurale; et iii) gestion et coordination du programme.

Catégories de dépenses

18. Les catégories de dépenses prévues sont au nombre de cinq: i) formation; ii) assistance technique; iii) véhicules, équipements et fournitures; iv) personnel de l'unité du programme; v) fonctionnement et maintenance.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Le Ministère des finances sera chargé de la supervision du programme et agira en qualité d'institution chef de file par l'intermédiaire du service dédié à la microfinance. Les activités d'exécution ont été attribuées en fonction des rôles et responsabilités et feront participer le service chargé de la réduction de pauvreté du Ministère de la planification économique et du développement, le Ministère des entreprises et de l'emploi, le secteur privé, les institutions de microfinancement (IMF) et le NERCHA.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le service dédié à la microfinance sera chargé de la coordination d'ensemble du programme et de l'exécution d'une sous-composante relative aux questions de politique générale ainsi qu'aux questions réglementaires et législatives, pour le secteur financier. Il s'en remettra au comité de pilotage pour les directives

concernant les politiques, la stratégie et la gestion et pour l'approbation et la supervision des plans de travail et budgets annuels. Tous les résultats des activités de suivi et d'évaluation seront présentés au comité national de coordination.

Rôle de l'assistance technique

21. Le programme bénéficiera de l'assistance technique d'experts et d'organismes spécialisés nationaux, régionaux et internationaux. Par ailleurs, les bénéficiaires et les responsables de l'exécution recevront une formation et participeront à des visites d'échange.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Un don-pays de faible montant, approuvé au préalable par le Président du FIDA, est utilisé pour piloter les activités initiales du programme dans la perspective de sa première phase. Un mécanisme d'élaboration du programme est destiné, en outre, à appuyer la mise en place du service dédié à la microfinance.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 9,01 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement seront le FIDA (67%), le gouvernement (26%) et les participants locaux (7%). Le FIDA accordera un prêt de 6 millions d'USD. La contribution du gouvernement devrait s'élever à 2,37 millions d'USD. Les participants locaux contribueront à hauteur de 0,64 million d'USD, montant qui sera consacré à la première composante du programme, à savoir le développement de capacités entrepreneuriales dans l'économie rurale.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Trente pour cent des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables bénéficieront de l'accès aux services financiers et d'un temps de déplacement réduit. Vingt pour cent d'entre eux profiteront d'une baisse des coûts de transaction pour les services financiers; en outre, 5% recevront un revenu supplémentaire qui pourra être consacré à d'autres biens et services (santé) ou être épargné. Les pauvres économiquement actifs enregistreront une hausse de l'épargne de 35% et une amélioration de 20% de l'accès aux informations et aux services nécessaires pour monter une microentreprise. S'agissant des microentrepreneurs existants, 25% deviendront petits entrepreneurs et verront leur épargne progresser de 20%. Enfin, 30% des habitants des zones rurales qui ne sont pas pauvres pourront, eux aussi, accéder aux services financiers locaux. Plus généralement, le programme a pour principaux avantages: l'accès aux services financiers en milieu rural; des produits de prêt plus appropriés; la possibilité pour les bénéficiaires d'établir des antécédents en matière de crédit; et une réduction des coûts de transaction pour les services bancaires.

Viabilité économique et financière

25. Grâce à un ciblage efficace, et à condition que les difficultés rencontrées pour accéder à la microfinance soient atténuées, les ruraux pauvres pourront réaliser des gains importants. Selon les estimations, sous l'effet des activités du programme, un ménage "type" réalisera un gain annuel de quelque 2 550 USD. À supposer que le programme produise un effet d'exemple et stimule les facteurs multiplicateurs de croissance rurale, le gouvernement y gagnera lui aussi, l'économie rurale étant relancée grâce à la hausse du volume d'activité et à l'élargissement de l'assiette fiscale.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le service dédié à la microfinance créera un site Internet et publiera des informations sur les activités, des rapports et des documents produits par les participants, des interventions concernant la formation accompagnées d'éléments d'information sur le mentorat et l'apprentissage ainsi que des évaluations de ces activités. Une évaluation technique et financière détaillée de l'expérience acquise à la faveur de la mise en place d'un système faisant appel aux e-technologies sera réalisée, et les conclusions en seront publiées. En outre, le programme partagera les connaissances acquises au cours de l'exécution, en participant au réseau de finance rurale du FIDA pour l'Afrique orientale et australe et à FIDAFrique (réseau Internet dédié aux opérations du FIDA en Afrique). Il contribuera aussi au bulletin d'information régional du FIDA.

Innovations en matière de développement

27. Les fonds fournis grâce au FIDA dans le cadre de son initiative pour intégrer l'innovation ont permis de créer un site Internet qui a servi de référence aussi bien pour le processus de conception que pour la création d'une base de connaissances sur le pays et sur la finance rurale. Le programme offre une approche novatrice – sans précédent au Swaziland – du développement institutionnel et du renforcement des capacités du secteur bancaire aussi bien formel qu'informel. Le recours aux e-technologies (y compris peut-être les cartes intelligentes biométriques) sera particulièrement novateur pour le Swaziland et pour le FIDA. Il pourrait être reproduit dans la région.

Approche d'élargissement

28. À l'issue de la phase pilote, le programme prendra une dimension nationale. Plusieurs institutions financières formelles ont indiqué que, si le programme réussit à atteindre les exclus du système bancaire, elles transposeront peut-être cette approche dans toute la région.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le programme est exposé à sept grands risques, qui sont énumérés ci-après en même temps que les mesures d'atténuation prévues: i) il se peut que le gouvernement ne parvienne pas à légiférer pour conférer une base solide et sûre à la finance rurale et à l'environnement commercial. Le gouvernement a déjà relevé de graves lacunes et obstacles, et le programme fournira une assistance technique en vue de l'élaboration de lois, de politiques et de stratégies propres à créer un milieu porteur; ii) pour faire face aux risques liés à la reconversion des paysans pratiquant une agriculture de subsistance en entrepreneurs, les compétences techniques seront renforcées et une formation et un mentorat adaptés en matière de gestion d'entreprise seront assurés; iii) plusieurs risques sont associés à la mise en œuvre des activités faisant appel aux e-technologies. Les banques et les groupes chargés des questions relatives aux télécommunications devraient concevoir un ensemble de techniques répondant aux besoins des secteurs de la finance et des entreprises. Le rapport décrivant la portée des travaux tiendra compte des enseignements tirés de l'expérience dans la région (Malawi, par exemple), pour veiller à l'application des e-technologies adaptées; iv) pour contrer les risques posés par la sécheresse et ses effets négatifs sur l'économie rurale, le gouvernement prévoit la mise en place de produits d'assurance et de réassurance dans le secteur agricole; v) pour éviter le manque de viabilité financière des institutions de microfinancement, le programme assurera le développement institutionnel et le renforcement des capacités, en incluant la formation aux normes financières internationales; vi) pour atténuer le risque représenté par le VIH/sida qui menace de décimer la population, le programme s'associera au NERCHA au niveau local, conjointement avec les institutions de microfinancement, pour offrir aux communautés touchées un appui et

des ressources accrues – reproduisant le succès du programme IMAGE (Intervention with MicroFinance for Aids and Gender Equity) mené en Afrique du Sud; vii) un risque important est le net recul des recettes de l'union douanière d'Afrique australe, attendu en 2009. Le gouvernement a conscience de ce problème et s'emploie activement à trouver des mesures d'atténuation, dont l'assistance technique du Fonds monétaire international (depuis 2005) pour réviser les pratiques d'imposition, créer un service du fisc chargé d'améliorer le recouvrement et mettre en œuvre un train de mesures de réforme.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé dans la catégorie B, dans la mesure où il ne devrait pas avoir d'incidence notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Les importants investissements consacrés au développement institutionnel et au renforcement des capacités auront des effets multiplicateurs dans l'ensemble du secteur, et une forte participation du secteur privé devrait accroître la probabilité de durabilité. L'assistance technique vise à créer un environnement économique favorable aux pauvres. En particulier, les barrières à l'entrée et à la sortie pour les entreprises seront réduites grâce à la révision des processus et des procédures, et des mesures d'incitation seront mises en place pour favoriser la création d'entreprises. Ces initiatives seront appuyées par la collaboration du Fonds monétaire international avec le Ministère des finances en vue de réformer la structure de la fiscalité en assurant une politique cohérente et un processus qui réduise les possibilités de corruption.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de prêt entre le Royaume du Swaziland et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié ne seront pas distribuées lors de la session. Le Conseil est invité à approuver le programme proposé en faveur du Royaume du Swaziland, sous réserve de la finalisation des négociations de l'accord de prêt dans les six mois à compter de l'approbation par le Conseil d'administration. Toute modification importante des conditions portées à l'attention du Conseil qui pourrait résulter des négociations sera présentée au Conseil à une session ultérieure.
33. Le Royaume du Swaziland est habilité, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
34. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera au Royaume du Swaziland un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatre millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (4 050 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} décembre 2028 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Key reference documents

Country reference documents

Poverty reduction strategy paper

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files
COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Other miscellaneous reference documents

1. Combining microfinance and training on gender and HIV (IDS, 2008)
2. Country Strategic Opportunities Programme (IFAD, 2006)
3. Doing Business Indicators (World Bank, 2005)
4. Empowering Women through Self-Help Microcredit Schemes (Kay/ESCAP, 2003)
5. Environmental and Social Management Framework – Swaziland Local Government Project (de Vletter, 2008)
6. Exploring Gender Issues in our Work (IFAD, 2007)
7. Gender and Indicators – Supporting Resources Collection (Esplen & Bell / UNDP, 2007)
8. IFAD Rural Finance Policy
9. IFAD Strategic Framework 2007-2010
10. Knowledge Management: A Thematic Review – IFAD Support for Water Management and Irrigation in Eastern and Southern Africa (IFAD Report No. 1034, 2000)
11. Reviewing 'Emergencies' for Swaziland (Whalley, 2007)
12. Rural Finance and Enterprise Development Programme Briefing Document (IFAD, 2008)
13. Rural Finance and the Development of Institutional Arrangements for Smallholder Producers/Processors & Entrepreneurs (Clayton & Low/IFAD, 2008)
14. Rural Finance and the Development of Institutional Arrangements for Farmer Organisations (Nkambule/IFAD, 2008)
15. Socio-Economic and Gender Analysis Training Workshop for IFAD Projects (IFAD, 2003)
16. Swaziland Country Strategic Opportunities Programme (IFAD, 2006)
17. Swaziland Investment Climate Assessment (World Bank)
18. Memorandum Lending Terms for a new Rural Finance and Enterprise Development Programme (December 2008 Board) dated 18 July 2008

Please also see Country Management Team documents on the Swaziland Design Team Workspace: <http://workspaces/design-team/pf/swz>

Logical framework

Objectives (Programme Narrative)	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Goal</p> <p>To reduce poverty and contribute to the overall economic development of poor rural households in Swaziland</p>	<ol style="list-style-type: none"> 20% of households with improvements in household assets ownership index* 10% Reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h)* 30% of households reporting increased food security. Percentage increase (from 5 to 15%) in rural sector portion of natural GCP as for National statistics 20% Decrease in the percentage of households in targeted areas in the poorest wealth group 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, mid-term, and Completion assessment (RIMS) National statistics from MEPD, Bureau of Statistics, other UN agencies PRA (including wealth ranking) 	Government commitment to poverty reduction and reforms (especially of the finance sector) continues
<p>Overall Programme Purpose (Immediate Objective)</p> <p>Rural poor benefit from increased incomes improved business opportunities and access to sustainable rural financial services</p>	<ol style="list-style-type: none"> Percentage increase in average household income (from 0 to 20%) Percentage of households reporting their income has improved (from 0 to 20%) Percentage decrease in unemployment rates in rural areas (from 0 to 10%) Percentages of rural poor that have been engaged in SMMEs for at least three years (from 0 to 20%) 	<ul style="list-style-type: none"> Beneficiary surveys National statistics Sample surveys of SMMEs established through the programme 	Demand and purchasing capacity of markets can absorb increased offer of agro-industry commodities Continued political commitment to decentralization of the development process and poverty reduction
Component 1. Building Entrepreneurial Capacity in the Rural Economy			
<p>Component Objective (outcome)</p> <p>Rural poor enabled to develop viable and sustainable micro and small business in a pro-poor and enabling environment for business development rural areas</p>	<ol style="list-style-type: none"> Increase in the number of businesses registered (from 0 to 20%) Number of SMMEs supported by the project still operational after three years (from 0 to 50 within programme life) Number local business service providers effectively working in rural areas three years after support (from 0 to 100) Number of SMMEs accessing local business service providers (from 0 to 1400) Satisfaction rates on the services of local business services providers (from 0 to 70%) 	<ul style="list-style-type: none"> Local business register Training programmes evaluations Client surveys (for assessing use and satisfaction of local business services providers) 	Government commitment to pro-poor business environment continues through policy/legislative reforms
<p>Outputs</p> <ol style="list-style-type: none"> SME Unit (MEPD) supported in refining existing SMME policy business process and strategies New and appropriate legislation drafted Training needs analysis conducted and training courses organized Targeting mechanism for training developed in cooperation with SCF, MOAC, and MEDP Business support entities staff and staff of SME Unit trained Emerging rural entrepreneurs, members of farmers organizations, cooperatives and community groups trained Selected trainees involved in exchange visits in other countries Supported rural micro and small enterprises linked to MFIs and the formal banking sector 	<ol style="list-style-type: none"> Number of pro-poor enabling policies/measures/strategies promulgated (from 0 to 5) Number of people trained, by gender (Business support entities staff and staff of SME Unit) (from 0 to 411) Number of SACCOs, multipurpose cooperatives, community and farmer groups participating in the programme (from 0 to 200) Number of people trained, by gender (Business support entities staff and staff of SME Unit) (from 0 to 5650) Number of people participating in exchange visits, by gender (from 0 to 450) Number of enterprises established/strengthened with the support of the programme (from 0 to 2460) Number of supported SMEs taking loans or accessing other financial services through the programme (from 0 to 2000) 	<ul style="list-style-type: none"> Policy and strategy documents produced Training reports / data from trainers Records from exchange visits Programme records Data from partners MFI MFU SME Unit of MEE 	<p>Management training needs accepted by executive committees</p> <p>Economic conditions remain conducive to rural micro enterprises</p> <p>Interlinking access to improved business opportunities</p>
Component 2. Deepening the Financial Sector			
<p>Component Objective (outcome)</p> <p>The rural poor can access reliable financial services (savings, credit, transfers, etc) in a pro-poor enabling environment in rural areas</p>	<p>Number of loans issued (from 0 to 2000)</p> <p>Savings increased by 25%</p> <p>Annual % increase of linkage banking portfolio in targeted rural areas (from 0 to 15%)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Data / records from banking institutions Annual surveys 	
<p>Outputs</p> <ol style="list-style-type: none"> MFU (MoF) supported in refining policies/strategies and legislation for pro-poor financial services Institutional development and capacity building for the financial sector institutions Develop and pilot appropriate financial products and use of innovative technology Lending products and financial services developed to suit the needs of the rural poor Loans for on and off farm activities 	<p>Number of pro-poor enabling policies/measures/strategies promulgated (from 0 to 5)</p> <p>Number of people trained, by gender and institution (Financial institutions staff and staff of MFU/MoF, SPTC etc) (from 0 to 150)</p> <p>% of rural population, including target group, accessing financial services through the programme (from 0 to 60%)</p> <p>Type(s) of technologies employed to deliver financial services in rural areas</p> <p>Number of beneficiaries trained in financial issues, by gender (from 0 to 5490)</p> <p>Number of active savers and borrowers, by gender and type (from 0 to 2500)</p> <p>Value of gross loan portfolio</p>	<ul style="list-style-type: none"> Data / records from banking institutions Annual surveys Records from trainers and MFU 	
Component 3. Programme Management and Coordination			
<p>Component objective (Outcome)</p> <p>Efficient coordination structures, monitoring mechanisms and management practices for this and future programmes and projects developed in Swaziland</p>	<ol style="list-style-type: none"> Supervision Mission ratings 70% of interventions/activities effectively implemented as planned in AWPB Perception of programme stakeholders regarding project management capacity to plan, implement, and monitor programme interventions (10 to 15% increase in positive response per annum) 	<ul style="list-style-type: none"> Supervision reports Annual Progress reports Annual surveys Programme M&E 	There is sufficient manpower to staff the MFU adequately
<p>Outputs</p> <ol style="list-style-type: none"> The MFU established (staff recruited), equipped; trained for cross cutting issues (gender mainstreaming, HIV/AIDS, marginalised, young people etc) Programme coordination clear for implementer bodies, linkages with agencies/private sector, innovators and investors Monitoring and evaluation, impact assessment, RIMS and knowledge management systems established 	<ol style="list-style-type: none"> Staff and TA recruited on gender sensitive basis (80%) PIM up-dated (annually) AWP&Bs / procurement timely (from 60 to 100%) Coordination within programme and across development Beneficiary participation (from 70 to 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> Supervision reports Annual Progress reports Annual surveys Programme M&E Minutes of Coordination Committee MEPD statistical reports Annual surveys 	

Results Framework

Objective	Inputs	Anticipated Actions	Output Indicators	Cumulative Targets						Frequency & Instruments	Responsibility		
				Pilot Baseline	1	2	3	4	5			6	
Goal: To contribute to the reduction of poverty and overall economic development of poor rural households in Swaziland Programme Objective: Rural poor benefit from increased incomes, improved business opportunities and access to sustainable rural financial services	Technical Assistance	Pro-poor policy and legislative environment Increased capacity in civil society as well as public and private sectors Increased savings activity in rural areas Increased incomes Improved business and financial services	1. % of households with improvements in household assets ownership index*	5%	10%	5%	5%	5%	5%	5%	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline, Mid-term, and Completion assessment (RIMS) - National statistics - Bureau of Statistics, UN agencies - PRA (including wealth ranking) - Beneficiary surveys - National statistics - Sample surveys of SMMEs established through the programme 	MFU	
	Capacity Building		2. % Reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h)* (5 to 10%)	-	2%	5%	5%	7%	7%	8%		MEPD	
	Business services development		3. % of households reporting increased food security (5 to 50%)	5%	10%	15%	20%	30%	40%	50%		MFU	
	Financial services in rural areas		4. % increase (from 5 to 15%) in rural sector portion of national GDP as for National Statistics	0%	3%	5%	8%	10%	13%	15%		MEPD	
	New financial products		5. 20% decrease in the percentage of hhs in targeted areas in the poorest wealth group	0%	3%	5%	8%	12%	15%	20%		MEE	
Component 1													
Rural poor enabled to develop viable and sustainable micro and small business in a pro-poor and enabling environment for business development rural areas	Refine existing SMME policy business process and strategies	Entry and exit to business development easier Legislation supports economic development and less opportunities for corruption Increased local capacity both in public and private sector (including target groups) Increased knowledge base Access to financial services	1. Increase in the number of businesses registered	5%	25	75	150	400	625	1000	<ul style="list-style-type: none"> - Local business register - Training programmes evaluations - Client surveys (for assessing use and satisfaction of local business services providers) 	SMME Unit	
	New and appropriate legislation		2. Number of SMMEs supported by the project still operational after three years	-	-	-	-	10	25	50		MFU	
	Training conducted		3. Number local business service providers effectively working in rural areas three years after support (as for training follow up)	-	-	-	-	50	70	100		MFU	
	Exchange visits in other countries		4. Number of SMMEs accessing local business service providers	30	50	250	550	750	900	1400			
	Enterprises linked to MFIs and the formal banking sector		5. Satisfaction rates on the services of local business services providers.	20%	25%	35%	40%	50%	60%	70%			
Component 2													
The rural poor can access reliable financial services (savings, credit, transfers, etc) in a pro-poor enabling environment in rural areas	Pro poor policies/strategies and legislation for financial services Institutional development and capacity building Appropriate financial products Innovative technology New lending products Access to financial services for the rural poor		1. Number of loans issued	-	40	250	750	1100	1600	2000	<ul style="list-style-type: none"> - Data / records from banking institutions - Annual surveys - Records from trainers and MFU 	Financial Institutions	
			2. Savings increased by 50%	5%	10%	15%	20%	30%	40%	50%		MFU	
			3. Annual % increase of linkage banking portfolio in targeted rural areas	5%	10%	20%	35%	50%	65%	80%		MFU	
Component 3													
Efficient coordination structures, monitoring mechanisms and management practices for this and future programmes and projects developed in Swaziland	Coordination	National level – coherence across development, reduction in duplication, Regional/local level - greater participation in decision making and implementation with impact on future planning Improved delivery of programmes	1. Staff and TA recruited on gender sensitive basis	80%	100%	-	-	-	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision reports - Annual Progress reports - Annual surveys - Programme M&E - Minutes of National Coordination Committee (quarterly) - MEPD statistical reports (Annual) - Annual surveys 	IFAD mission	
	Monitoring and evaluation		2. PIM up-dated	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%		100%	MFU
			3. AWP&Bs / procurement timely	60%	70%	90%	90%	100%	100%	100%		100%	MFU
			4. Coordination within programme and across development	60%	70%	80%	90%	100%	100%	100%		100%	MFU and Implementing Partners
			5. Beneficiary participation	70%	70%	80%	90%	100%	100%	100%		100%	MEPD